

REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES

Le présent règlement s'applique en complément des différents documents généraux en vigueur (PLU, SDAGE, SAGE, etc.).

Contexte et définition

La Ville de Saint-Doulchard a la compétence de la gestion des eaux pluviales.

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques et provenant notamment des toitures, descentes de garage, parking, voiries, etc.

Sont généralement rattachées aux eaux pluviales :

- Les eaux d'arrosage et de ruissellement des voies publiques et privées, des jardins, cours d'immeuble, etc. ;
- Les eaux de refroidissement dont la température ne dépasse pas 30°C ;
- Les eaux de rabattement de nappe lors des phases provisoires de construction.
- Les eaux de vidange des piscines.

Le présent règlement a pour objet de définir les règles en matière de raccordement au réseau pluvial.

Conditions de raccordement au réseau

Toutes les eaux susmentionnées ont vocation à être déversées dans le réseau pluvial.

NB : Des dérogations, formalisées par des conventions de rejets, pourront être accordées. Les demandes seront à adresser au service gestionnaire (services techniques de la Ville).

Le réseau récepteur doit permettre d'assurer le service de façon suffisante. A défaut, des techniques alternatives (chaussée réservoir, bassin tampon, etc.) devront être proposées et mises en œuvre.

Modalités de raccordement

Le branchement comprend :

▪ **Une partie publique** située sur le domaine publique, avec deux configurations principales :

- raccordement sur le réseau enterré,
- raccordement sur un vallon, caniveau ou fossé à ciel ouvert.

▪ **Une partie privée** amenant les eaux pluviales de la construction jusqu'à la partie publique.

Les parties publiques et privées du branchement sont réalisées aux frais du pétitionnaire, par l'entreprise de travaux publics ou de VRD (voirie, réseaux divers) de son choix, disposant des qualifications requises.

Hors branchements sur des regards existants, le service gestionnaire ne s'engage pas sur l'emplacement précis du collecteur public. La recherche des réseaux enterrés, lorsqu'ils sont mal identifiés, est à la charge du pétitionnaire.

Lorsque la démolition ou la transformation d'une construction entraîne la suppression ou la modification du branchement, d'un nouveau branchement, les frais correspondants sont à la

charge du pétitionnaire. Pour toute démolition sans reconstruction, la suppression des branchements est obligatoire.

La partie des branchements sur le domaine public est exécutée après accord du service gestionnaire (Rendez-vous à prendre auprès du secrétariat des services techniques au 02.48.23.52.47).

L'antenne des branchements sur le domaine publique ainsi que les grilles caniveaux sont à la charge du pétitionnaire.

Caractéristiques techniques du raccordement

➤ **En partie publique :**

La conception des réseaux et ouvrages sera conforme aux prescriptions techniques applicables aux travaux publics et aux réseaux d'assainissement (circulaire 92-224 du ministère de l'intérieur notamment).

Le service gestionnaire se réserve le droit d'examiner les dispositions générales du raccordement, et de demander au propriétaire d'y apporter des modifications.

1°- cas d'un raccordement sur un réseau enterré

Le branchement comportera :

- une canalisation de branchement ;
- un regard de visite ;
- dans certains cas, un regard intermédiaire de branchement.

● La canalisation de branchement :

Cette canalisation assure l'évacuation des eaux provenant du domaine privé et comportera les caractéristiques suivantes :

- Le diamètre du branchement sera inférieur ou égal à celui de la canalisation publique.
- Le diamètre de branchement ne sera pas inférieur :
 - A un diamètre 300 mm pour les opérations d'aménagement (lotissement, ZAC) ;
 - A un diamètre 150 mm pour les maisons individuelles.
- Le branchement sera étanche, constitué de tuyaux conformes aux normes françaises, en polychlorure de vinyle (PVC CR8 classe 2) ou en béton armé classe 135A à joints intégrés. Les tuyaux annelés double parois ne sont pas autorisés.
- Les tuyaux seront posés en tranchées ouvertes sur lit de sable de rivière de 0,10 mètre d'épaisseur. Après emboîtement et calage, ils seront recouverts d'une couche de sable jusqu'à 0,20 mètre au-dessus de leur génératrice supérieure.
- Les piquages seront réalisés uniquement par carottage et pose de joint Forsheba, piquage PVC/ béton avec joint d'emboîtement.
- Remblaiement par couche de 0,30 mètre compactée en matériaux d'apport 0/31,5.
- Suivant l'emplacement, en cas de couverture inférieure à 0,50 mètre au-dessus de la canalisation, un enrobage en béton excavable sera demandé.

- Regard de visite :

Il s'agit du regard permettant de faire la démarcation entre le domaine public et le domaine privé. Les raccordements seront réalisés sur les collecteurs.

Sont interdits les branchements borgnes et les raccordements sur les grilles ou avaloirs.

Sauf impossibilité technique, le dispositif de raccordement sur la canalisation publique existante comportera un regard de visite préfabriqué normé et agréé par le service gestionnaire, de dimensions intérieures Ø 1000, étanche, équipé d'échelons ou autres dispositifs. Une dalle de répartition en béton armé sera prévue en partie supérieure pour recevoir le dispositif de fermeture. Le tampon sera de type « PAMREX » ou équivalent classe 400, articulé, trafic intense avec signe EP.

- Boîte de branchement :

Il s'agit du regard mis en limite du domaine privé sur le domaine public afin de permettre une intervention de visite ou d'entretien du branchement privé. Cette boîte sera recouverte d'un tampon en fonte.

Si le raccordement est réalisé dans un regard existant, ce dernier sera remis en état. Le percement sera réalisé par carottage, le tuyau emboîté sur un joint et la cunette sera ragréée si nécessaire.

Les caractéristiques techniques de ces regards sont telles que :

- Branchement « standard » : branchement d'un immeuble ou d'une opération d'aménagement.

- Collecteur Ø 300 minimum ;
- Regard de façade Ø 1000 avec tampon fonte hydraulique de classe D400 sous voirie.

- Branchement « individuelle » : branchement d'une maison individuelle.

- Collecteur PVC Ø 150 minimum ;
- Regard de branchement Ø 315 PVC avec tampon fonte hydraulique de classe C250 sous trottoir.

NB : Le service gestionnaire se réserve le droit de demander le déplacement des réseaux de concessionnaires en place, aux frais du pétitionnaire, pour réaliser ce regard.

2°- cas d'un raccordement sur un fossé

Le raccordement sur un fossé à ciel ouvert sera réalisé de manière à ne pas créer de perturbation : pas de réduction de la section d'écoulement par une sortie de la canalisation de branchement proéminente et conformément aux dispositions réglementaires applicables. La hauteur de cette sortie sur le fossé devra être calculée de façon à sortir au 2/3 de la pente et dirigé dans le sens de l'écoulement, afin d'éviter toute érosion, dégradation ou affouillement du talus.

Ce raccordement comprend l'aménagement des talus et du fond du fossé (maçonnerie, enrochement, etc.) sur un mètre minimum.

3°- cas d'un rejet sur la chaussée

Pour les déversements par débordement autorisés sur la voirie publique non équipée de réseau pluvial, l'évacuation par une gargouille sera autorisée.

- Exutoires de gouttières

Les gouttières seront prolongées sous les trottoirs par une canalisation en fonte de diamètre Ø100 ou 125 selon le recouvrement.

Cet aménagement comprendra : une boîte de branchement, un tuyau fonte de diamètre 100 ou 125 et une gargouille scellée de type A ou T selon la bordure de trottoir existante. Le pétitionnaire veillera à ce que cet écoulement soit au niveau du fil d'eau et dans le sens de l'écoulement du caniveau.

L'entretien et la réparation de cet écoulement sera à la charge du pétitionnaire.

➤ **En partie privée :**

Le réseau pluvial intérieur sera étanche et conçu de manière à éviter toute eau stagnante.

Il est recommandé d'établir des regards de visite à tous les changements de pente et de direction de canalisation pour faciliter l'entretien ultérieur du réseau.

Les réseaux superposés d'eaux usées et d'eaux pluviales avec regards de visite communs ne seront pas admis (sauf contraintes techniques dûment justifiées et sous réserve de regards étanches munis de tampons).

Entretien

Chaque propriétaire assurera à ses frais l'entretien, les réparations et le maintien du bon fonctionnement de l'ensemble des ouvrages de la partie privée du branchement jusqu'au collecteur public.

Cas particulier

En cas d'impossibilité de réaliser gravitairement le raccordement du réseau pluvial privé au collecteur public, le pétitionnaire devra faire son évacuation par une pompe de relevage et raccorder son tuyau de refoulement dans un regard, (regard de visite pour branchement « standard » ou boîte de branchement s'il s'agit d'un branchement « individuel ») avant d'être raccordé au collecteur public.

Les puisards ne sont pas autorisés car la nature du sol ne convient pas à ce type d'aménagement. Toutefois, si des mesures de perméabilités réalisées par des entreprises spécialisées dans ce domaine prouvent la faisabilité et la pérennité de ce dispositif.

Dans tous les cas, le service gestionnaire ne pourra être reconnu responsable si des infiltrations, des déstabilisations du sol ou des fondations venaient à apparaître.

Modalités de dépôt des demandes de raccordement
--

A noter : conformément au règlement de voirie applicable sur la commune, tous travaux sur une chaussée réfectionnée sont interdits pendant 5 ans.

➤ **Nouveau branchement**

Tout nouveau branchement sur le domaine public communal fait l'objet d'une demande auprès de Monsieur le Maire. Après instruction, celui-ci délivre une autorisation de raccordement au réseau pluvial.

Cette demande implique l'acceptation des dispositions du présent règlement. La demande est établie en deux exemplaires, un pour le service gestionnaire, un pour le propriétaire.

➤ **Modification ou régularisation d'un branchement existant**

Le service gestionnaire se réserve le droit de demander le dépôt d'une nouvelle demande de raccordement au réseau pluvial pour régulariser le branchement existant (cas d'un branchement borgne par exemple) ou pour compléter le dossier antérieur.

Cas particulier des lotissements et réseaux privés communs

Dispositions générales pour les réseaux privés - Le réseau privé principal sera implanté sous des parties communes (voies, etc.) pour faciliter son entretien et ses réparations. Des adaptations techniques seront étudiées au cas par cas. Toute servitude sur parcelle privée devra faire l'objet d'un acte notarié, aux frais de l'aménageur privé.

Demandes de branchements - Le pétitionnaire de l'autorisation de lotir déposera une demande de branchement générale au service gestionnaire. Le plan de masse coté des travaux comportera l'emprise totale de la voie, le profil en long du réseau jusqu'au raccordement sur le collecteur public et l'ensemble des branchements sur le réseau. Les branchements sur les ouvrages privés devront être autorisés par leurs propriétaires.

Exécution des travaux, conformité des ouvrages - Le service gestionnaire se réserve le droit de contrôler en cours de chantier la qualité des matériaux utilisés, et le mode d'exécution des réseaux privés et branchements.

L'aménageur lui communiquera à sa demande, les résultats des essais de mécanique des sols relatifs aux remblais des collecteurs, des tests d'étanchéité des canalisations, et le rapport de l'inspection vidéo permettant de vérifier l'état intérieur du collecteur. En l'absence d'éléments fournis par l'aménageur, un contrôle d'exécution pourra être effectué par le service gestionnaire, par inspection télévisée ou par tout autre moyen adapté, aux frais des aménageurs ou des copropriétaires.

Dans le cas où des désordres seraient constatés, les aménageurs ou les copropriétaires seraient tenus de mettre en conformité les ouvrages.

Le réseau ne pourra être raccordé au réseau public et mis en service que s'il est conforme aux prescriptions du présent règlement, et si les plans de recollement fournis ont été approuvés.

Entretien et réparation des réseaux privés - Les branchements, ouvrages et réseaux communs à plusieurs unités foncières devront être accompagnés d'une convention ou d'un acte notarié, définissant les modalités d'entretien et de réparation de ces ouvrages.

Lorsque les règles ou le cahier des charges du lotissement ne sont plus maintenus, il devra être créé une nouvelle identité (association syndicale libre, etc.) qui définira les modalités d'entretien et de réparation future des branchements et du réseau principal.

La répartition des charges d'entretien et de réparation du branchement commun à une unité foncière en copropriété, sera fixée par le règlement de copropriété.

Les ouvrages de rétention ou de séparateur d'hydrocarbure doivent faire l'objet d'un suivi régulier, à la charge des propriétaires : curages et nettoyages réguliers, vérification des canalisations de raccordement, vérification du bon fonctionnement des installations (pompes, ajutages) et des conditions d'accessibilité.

Il en sera de même pour les autres équipements spécifiques (clapets, etc.).

Le propriétaire du lotissement, ou le syndicat de copropriété le cas échéant, devra fournir une attestation annuelle d'entretien de ces dispositifs (bordereau d'enlèvement et traçabilité des recyclages ou traitement des déchets et effluents).

Condition d'intégration au domaine public - Les installations susceptibles d'être intégrées au domaine public devront satisfaire aux exigences suivantes :

- Collecteur susceptible de desservir d'autres propriétés, collecteur sur domaine privé recevant des eaux provenant du domaine public (avoir un intérêt général).
- Canalisations et ouvrages dans un état général satisfaisant. Un diagnostic général préalable du réseau devra être réalisé (plan de recollement, inspection vidéo, conformité, etc.).
- Emprise foncière des canalisations et ouvrages suffisante pour permettre l'accès et l'entretien par camion hydrocureur, les travaux de réparation ou le remplacement du collecteur. L'emprise foncière devra être régularisée par un acte notarié, le cas échéant.

Le service gestionnaire se réserve le droit d'accepter ou de refuser l'intégration d'un collecteur privé au domaine public, et de demander sa mise en conformité.

Tous les actes notariés seront enregistrés chez un Notaire.

Un plan de recollement devra être fourni au format DWG (suivant cahier des charges du SIG de la ville et en exemplaire papier).

Suivi et contrôles

➤ **Suivi des travaux :**

Afin de pouvoir réaliser un véritable suivi des travaux, le service gestionnaire devra être informé par le pétitionnaire au moins huit (8) jours avant la date prévisible du début des travaux.

L'agent du service gestionnaire est autorisé par le propriétaire, sur simple demande, à entrer sur sa propriété privée pour effectuer ce contrôle.

Il pourra demander le dégagement des ouvrages qui auraient été recouverts.

➤ **Contrôle de conformité en amont :**

Le service gestionnaire procédera, lors de la mise en service des ouvrages, à une visite de conformité.

Par ailleurs, le service gestionnaire se réserve le droit de vérifier, avant tout raccordement au réseau public, que les installations intérieures remplissent bien les conditions requises. Dans le cas où des défauts seraient constatés, le propriétaire devrait y remédier à ses frais.

➤ **Contrôle en fonctionnement :**

Le service gestionnaire pourra être amené à effectuer tout contrôle qu'il jugera utile pour vérifier le bon fonctionnement du réseau et des ouvrages spécifiques (dispositif de pré-traitement, etc.).

D'une manière générale en cas de dysfonctionnement avéré, un rapport sera adressé au propriétaire ou à l'exploitant pour une remise en état dans les meilleurs délais.

Le service gestionnaire pourra demander au propriétaire d'assurer en urgence l'entretien et le curage de ses ouvrages.

Si des dommages sont causés à autrui, le gestionnaire sera tenu seul responsable de ces faits et devra en assumer les conséquences.

Sanctions

En cas de non-respect des dispositions du présent règlement (ex : caractéristiques techniques non respectées et/ou d'atteinte à la sécurité et à la salubrité publique (ex : rejet direct sur la voie publique)), le propriétaire sera mis en demeure de procéder aux modifications de son dispositif. La Ville pourra dans certains cas faire procéder aux travaux nécessaires aux frais des intéressées, conformément à la réglementation en vigueur.

Il pourra également être décidé de la suppression de l'autorisation de déversement, jusqu'à ce que la mise en conformité soit constatée.